

Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78

78-2021-07-13-00007

Arrêté imposant au SIAAP des prescriptions pour  
l'unité pilote Cométha à Triel sur Seine

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

**Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement  
de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) à Triel sur Seine**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
Officier de la Légion d'Honneur

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 (ICPE) autorisant le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter (extension) une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, Chemin de Californie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2010 (IOTA) autorisant le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), dont le siège est situé 2 rue Jules César à Paris à exploiter (extension) une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, Chemin de Californie ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2012 mettant à jour le classement des activités exercées par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dans la station d'épuration susvisée ;

**VU** le courrier du 28 juin 2016 prenant acte de la modification du classement des installations, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, pour la station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, Chemin de Californie ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2016 imposant au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) des prescriptions complémentaires suite à la suppression d'un gazomètre sur le site de la station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas du projet Cométhà, unité pilote de co-méthanisation qui sera installée sur le site de la station d'épuration des Grésillons (commune de Triel-sur-Seine), reçue complète par courriel du 5 août 2020 ;

**VU** l'avis de l'agence régionale de la santé d'Île-de-France daté du 17 août 2020 relatif à la demande d'examen au cas par cas du projet Cométhà ;

**VU** la lettre du SIAAP du 27 août 2020 relative à l'assujettissement au SEQE du SIAAP Grésillons ;

**VU** l'avis du service police de l'eau de la DRIEE daté 9 septembre 2020 relatif à la demande d'examen au cas par cas du projet Cométhà ;

**VU** la lettre de l'inspection du 10 septembre 2020 demandant au SIAAP des compléments relatifs à l'assujettissement au SEQE du SIAAP Grésillons ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'Environnement en date du 11 septembre 2020 relatif à la demande d'examen au cas par cas du projet Cométhha ;

**VU** la décision n°78-2020-09-11-008 du 11 septembre 2020 dispensant le SIAAP de réaliser une étude environnementale dans le cadre du projet Cométhha sur le site de la station d'épuration des Grésillons à Triel-sur-Seine ;

**VU** la lettre du SIAAP du 8 octobre 2020 (reçue par courriel du 12 octobre 2020) relative aux compléments d'informations pour l'assujettissement au SEQE du SIAAP Grésillons ;

**VU** le porter à connaissance du SIAAP du 27 novembre 2020 (reçu le 30 novembre 2020) relatif au projet d'installation d'un pilote de cométhanisation sur le site du SIAAP de Seine Grésillons ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 2 juin 2021 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis du 25 juin 2021 émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) dématérialisé qui s'est tenu du 21 au 25 juin 2021 ;

**VU** les observations émises par l'exploitant par courriels du 1<sup>er</sup> et 3 juin 2021 et à leurs prises en compte pour une partie d'entre elle dans le projet d'arrêté qui a été soumis au CoDERST ;

**CONSIDÉRANT** qu'il s'agit d'une unité pilote temporaire dont le fonctionnement est limité à 3 ans ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de porter à connaissance du 27 novembre 2020 (reçu le 30 novembre 2020) relatif au projet d'installation d'un pilote de cométhanisation sur le site du SIAAP de Seine Grésillons comporte tous les éléments d'appréciation ;

**CONSIDÉRANT** que l'unité pilote Cométhha consiste en une installation soumise à autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement (ICPE – rubrique 2771 de la nomenclature annexée à l'article R.511-9 du code de l'Environnement) et qu'il relève donc de la rubrique 1° a) « Projets soumis à examen au cas par cas » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet s'implante sur un terrain appartenant au SIAAP Grésillons (site déjà autorisé) sur la commune de Triel-sur-Seine ;

**CONSIDÉRANT** que les intrants dans cette unité sont faibles ;

**CONSIDÉRANT** que les enjeux environnementaux pour l'unité sont faibles ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a mis en œuvre les mesures pour éviter ou réduire les effets du projet sur son environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par l'exploitant et des connaissances disponibles à ce stade, l'unité n'est pas susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement ou sur la santé ;

**CONSIDÉRANT** que les modélisations des phénomènes dangereux liés à l'unité ne présentent pas de distance d'effets en dehors du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a déclaré, par mail du 09 juillet 2021, ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** qu'en conséquence, il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), afin notamment de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dont le siège social est situé 2 rue Jules César à Paris, est autorisée à exploiter une station d'épuration « Les Grésillons » à Triel-sur-Seine, Chemin de Californie, sous réserve du respect de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 juin 2010 (ICPE), du 19 avril 2012 (relatif à la mise à jour de classement ICPE) et du 14 novembre 2016 (relatif aux prescriptions complémentaires) et du présent arrêté.
- l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2010 (IOTA).

### ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2016-40173 du 14 novembre 2016 relatives à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont remplacées par les dispositions suivantes :

| Rubrique | Désignation de la rubrique   | Caractéristiques de l'installation  | Régime |
|----------|--|---|--------|
| 3110     | Combustion<br>Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW. | <p>Installations de combustion consommant <u>exclusivement du biogaz</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 moteurs thermiques de 4,15 MW (total de 8,3 MW),</li><li>• 1 torchère station d'épuration de 23,3 MW</li><li>• <u>unité pilote Cométhra</u> : 1 torchère de 85 kW (=0,085 MW)</li></ul> <p>Sous-total : 31,685 MW</p> <p>Installations de combustion consommant <u>du biogaz et du gaz naturel en secours</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• chaudière 1 « digestion » de 2,7 MW</li><li>• chaudière 2 « digestion » de 2,3 MW</li><li>• chaudière 3 « digestion » de 2,4 MW</li></ul> <p>Sous-total : 7,4 MW</p> <p>Installations de combustion consommant <u>exclusivement du gaz naturel</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 chaudières pour le séchage des boues de 3,5 MW (total de 7 MW),</li><li>• 1 chaudière pour le chauffage des</li></ul> | A      |

| Rubrique | Désignation de la rubrique  | Caractéristiques de l'installation   | Régime |
|----------|---|--|--------|
|          |   | locaux de 1,7 MW,<br>• 3 sècheurs à bande de 3,76 MW (total de 11,28 MW)<br>• <u>unité pilote Cométhà</u> : 1 chaudière de 110 kW (= 0,11 MW)<br>Sous-total : 20,09 MW<br>TOTAL : 59,175 MW  |        |
| 2915.1A  | Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant supérieure au point éclair des fluides et la quantité de fluides présente dans l'installation étant supérieure à 1 000 l.   | Deux turbosècheurs associés chacun à 12 m³ de fluide organique dont le point éclair est de 259°C chauffé à 280°C.<br><u>Unité pilote Cométhà</u> :<br>Utilisation d'huile thermique dans le module HTC à une température de 250°C maximum (Point éclair > 200°C)<br>Quantité < 100 l<br>TOTAL : 24 100 l | A      |
| 2771     | Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910<br>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux                                    | <u>Unité pilote Cométhà</u> :<br>Les quantités maximales issues des opérations de traitement sont de 0,30 t/j pour l'ensemble des process thermiques<br>La quantité traitée par traitement thermique est inférieure à 50 t/an  | A      |
| 2781-2b  | Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production<br>2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux<br>b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j | <u>Unité pilote Cométhà</u> :<br>La quantité maximale issue de l'opération de traitement « Méthanisation de boues, fraction organique résiduelle (issue des déchets ménagers et assimilés), graisses et fumiers » est de 0,85 t/jour   | E      |
| 2791-2   | Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971<br>La quantité de déchets traités étant :<br>2. Inférieure à 10 t/j  | <u>Unité pilote Cométhà</u> :<br>Quantité maximale de déchets traités dans l'unité pilote avant introduction dans l'installation de méthanisation : 1,1 t/j  | DC     |
| 4310.2   | Gaz inflammables catégorie 1 et 2<br>La quantité présente dans l'installation est supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t.  | 1 gazomètre de 4 000 m³ (le second ayant été mis à l'arrêt), soit 4,4 t<br>Digesteurs (2 022 m³) et conduite (44 m³) de biogaz : 2 066 m³ soit 2,1 t<br><u>Unité pilote Cométhà</u> :<br>1 réservoir de 20 m³ (densité : 1,02 kg/m³), soit environ 20 kg (=0,02 t)<br>TOTAL : 6,52 t                     | DC     |
| 4510.2   | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1  | Eau de javel : une cuve de 36,6 t et une cuve de 24,4 t  | DC     |



| Rubrique | Désignation de la rubrique   | Caractéristiques de l'installation  | Régime |
|----------|--|---|--------|
|          | La quantité présente dans l'installation est supérieure à 20 t mais inférieure à 100 t.  | TOTAL : 61 t  |        |
| 4722.2   | Méthanol<br>La quantité présente dans l'installation est supérieure à 50 t mais inférieure à 500 t.  | Cuves enterrées double enveloppe et conduites de canalisation : 2 cuves de 90 m³ (143 t) + 0,1 t dans canalisation<br><br>TOTAL : 143,1 t | D      |
| 2171     | Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.<br>Le dépôt étant supérieur à 200 m³ (D) | Unité pilote Cométhà :<br>Dépôt de fumier est de 10 m³  | NC     |

A : Autorisation E : enregistrement D : Déclaration NC : Non classé

Pour chaque rubrique et produit, le détail des quantités et leur emplacement sur le site sont mis à jour par l'exploitant une fois par an et sont tenus à disposition de l'inspection.

L'établissement est un « établissement IED (émissions industrielles) ». Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'Environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative aux installations de combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LCP.

### ARTICLE 3 : CONFORMITÉ AUX DOSSIERS

Les prescriptions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié relatives à la conformité au dossier de demande d'autorisation sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations et leurs annexes, objet des arrêtés préfectoraux antérieurs et du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs, du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### ARTICLE 4 : ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES ET RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les prescriptions du chapitre 1.6 de l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié relatives à la conformité au dossier de demande d'autorisation sont remplacées par les dispositions suivantes :

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- Arrêté du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique " n° 2781" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code

de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 5 : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les prescriptions de l'article 3.2.2 « conduits et installations raccordées » de l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

| N° du conduit | Installations raccordées            | Puissance | Combustible                        |
|---------------|-------------------------------------|-----------|------------------------------------|
| 1             | Chaudière sècheurs rotatifs         | 3,5 MW    | Gaz naturel                        |
| 2             | Chaudière sècheurs rotatifs         | 3,5 MW    | Gaz naturel                        |
| 3             | Chaudière chauffage des locaux      | 1,7 MW    | Gaz naturel                        |
| 4             | Chaudière 1 chauffage digesteurs    | 2,7 MW    | Biogaz/gaz naturel<br>(en secours) |
| 5             | Chaudière 2 chauffage digesteurs    | 2,3 MW    | Biogaz/gaz naturel<br>(en secours) |
| 6             | Chaudière 3 chauffage digesteurs    | 2,4 MW    | Biogaz/gaz naturel<br>(en secours) |
| 7             | Moteur à combustion                 | 4,15 MW   | Biogaz                             |
| 8             | Moteur à combustion                 | 4,15 MW   | Biogaz                             |
| 9             | Chaudière de l'unité pilote Cométhà | 0,11MW    | Gaz naturel                        |

## ARTICLE 6 : TORCHÈRES

Les prescriptions du chapitre 8.8 « torchère » de l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

### Article 8.8.1 : Torchère

Les installations de production, de stockage et d'utilisation de biogaz sont associées à une torchère dont l'utilisation est limitée, dans la mesure du possible, au maintien en sécurité des installations.

L'unité pilote Cométhà est associée à une torchère dédiée.

Les instruments et organes de sectionnement automatiques de la torchère sont conformes aux dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié afin d'assurer la disponibilité et la fiabilité de la torchère et de prévenir tout risque d'entrée d'air.

### Article 8.8.2 : Détection de flammes

La torchère est équipée :

- d'un dispositif d'auto-allumage dont l'alimentation électrique est secourue ;
- d'un dispositif de contrôle de la flamme ;
- d'un dispositif de mesure de la température de combustion ;
- d'un dispositif d'arrêt flamme en pied de torchère.

La détection de l'absence de la flamme coupe automatiquement l'alimentation de la torchère en biogaz.

L'allumage de la torchère est reporté au poste de surveillance de la station d'épuration.

### Article 8.8.3 : Fiabilisation du démarrage de la torchère de la station d'épuration et seuils de fonctionnement

L'exploitant fiabilise le démarrage de la torchère de la station d'épuration de 23,3 MW et redéfinit des seuils de démarrage/arrêt de cette torchère, le débit de biogaz brûlé en fonctionnement à un gazomètre et en tenant compte de la réduction du volume de biogaz stocké.

## **ARTICLE 7 : UNITÉ PILOTE COMÉTHA**

L'ajout au titre 8 « Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n°10-176/DRE du 15 juin 2010 modifié, le chapitre 8.10 « Unité pilote Cométha ».

### Article 8.10.1 : Durée de fonctionnement de l'unité pilote Cométha

L'unité pilote Cométha est une installation exploitée pour une durée maximale de 3 ans à compter de la mise en service afin de réaliser des essais de traitement des déchets listés à l'article 8.10.5 et de démontrer les performances de traitement avant la réalisation d'une unité industrielle. Elle est mise à l'arrêt au plus tard le 31 décembre 2025.

L'exploitant transmet à l'inspection la date de démarrage de l'unité pilote Cométha dans le mois suivant sa mise en service.

### Article 8.10.2 : Actions de communication

Avant le démarrage de l'unité pilote Cométha, l'exploitant met en place des actions de communication visant à informer de cette mise en place et mise en service. Il en informe également l'inspection des installations classées. Ces actions de communication sont renouvelées tous les ans.

### Article 8.10.3 : Conception et accès de l'unité pilote Cométha

#### *Article 8.10.3.1 : Conception de l'unité pilote Cométha*

Les installations sont conçues afin de permettre un niveau de traitement thermique aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation.

Les résidus produits sont aussi minimes et peu nocifs que possible et, le cas échéant, recyclés.

L'élimination des résidus dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés est effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur.

#### *Article 8.10.3.2 : Accès à l'unité pilote Cométha*

L'unité est intégrée dans le périmètre de l'usine et son accès s'effectue par l'entrée principale. Elle bénéficie du contrôle d'accès du site en phase exploitation. Un accès secondaire est aménagé pour la phase chantier.

### Article 8.10.4 : Conditions d'exploitation de l'unité pilote Cométha



Cette unité pilote permet de traiter 1 100 kg de déchets par jour et comprend les étapes de traitement suivantes :

- prétraitement des intrants puis de co-méthanisation avec épuration du biogaz
- traitement de la phase solide du digestat
- traitement de la phase liquide du digestat
- utilités : une chaudière pour l'alimentation en eau chaude des digesteurs, une torchère (pour brûler le biogaz) et une unité de traitement de l'air.

Les fractions solides et liquides du digestat issu de la méthanisation sont séparées et traitées pour produire du biogaz additionnel. Dans le cadre de cette unité pilote, le biogaz produit est brûlé dans une torchère dédiée.

Le retour au sol de la partie solide du digestat est interdit.

#### Article 8.10.5 : Conditions d'admission des déchets dans l'unité pilote Cométhà

L'unité pilote Cométhà est une unité de co-traitement des déchets suivants :

- de boues de station d'épuration du site SIAAP Seine-Aval,
- de fumiers équins provenant des haras de Maisons-Laffitte : 78,
- de graisses provenant du site SIAAP Seine-Aval,
- et de fractions organiques résiduelles (appelée aussi FOR) issues des ordures ménagères (OM) provenant de SMET 71 à Chagny.

Les intrants sont livrés 1 fois par semaine et stockés dans le hall d'essais dans un espace dédié du bâtiment. Ils sont systématiquement pesés et l'ensemble des flux est enregistré en continu dans le système de gestion de l'unité pilote. Le stockage et traitement des intrants sont dans des bâtiments fermés équipés d'un système de traitement de l'air qui permet via des biofiltres, d'éliminer les composants odorants.

Les livraisons :

- de fumiers équins, de graisse et la FOR des OM s'effectuent par camions dans des big-bags fermés ou des caisses de transport adaptées fermées.
- de boues de station d'épuration du site Seine-Aval sont acheminées par camion depuis le SIAAP d'Achères vers un réservoir de stockage des boues dédié.

Les intrants seront mélangés pour être traités dans le process.

#### Article 8.10.6 : Gestion de l'unité pilote Cométhà

##### *Article 8.10.6.1 : Objectifs généraux*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Article 8.10.6.2 : Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts**

Les mesures **d'évitement** en phase de conception de l'unité pilote Cométhà sont l'évitement au maximum de la destruction de la zone de pelouse ornementale favorable aux Orthoptères et la limitation des zones imperméabilisées.

Les mesures de **réduction** en phase chantier et d'exploitation de l'unité pilote Cométhà :

- Délimitation de la zone de stockage du matériel et de circulation par une rubalise de façon à ne pas empiéter sur la zone de pelouse ornementale.
- Mise en place d'un plan de circulation et une limitation de vitesse avec positionnement de panneaux aux endroits stratégiques d'information du personnel intervenant.
- Limitation du travail de nuit pour respecter la quiétude de la faune environnante.
- Aménagements paysagers :
  - préservation de la prairie sur le secteur non-utilisé par l'unité pilote
  - fauchage tardif de façon à permettre aux orthoptères d'accomplir l'intégralité de leur cycle. La fauche est réalisée de l'intérieur vers l'extérieur pour ne pas piéger la faune lors de la fauche. Une ou plusieurs bandes non fauchées sont préservées. La végétation spontanée est privilégiée
  - Prolongement d'une haie existante le long du chemin de Californie pour favoriser la venue des Moineaux Friquet

Mesures écologiques **de compensation** sont celles mises en place pour la station d'épuration et sont détaillées dans les 2 documents suivants :

- Convention Compensations écologiques SIAAP\_EPAMSA
- Protocole Compensations écologiques Epamsa SIAAP GSM Lafarge Triel Granulats

Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection.

**Article 8.10.6.3 : Consignes d'exploitation de l'unité pilote Cométhà**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers de l'installation et des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

**Article 8.10.7 : Surveillance des niveaux sonores autour de l'unité pilote Cométhà**

Une mesure de la situation acoustique est effectuée autour de l'unité pilote Cométhà dans un délai de 6 mois après sa mise en service puis tous les ans. Ces mesures sont réalisées par un organisme ou une personne qualifiée et indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées peut demander.

**Article 8.10.8 : Odeurs et campagne de mesures olfactives**

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant la mise en service de l'unité pilote Cométhà, une mise à jour du dossier décrivant la méthodologie retenue, la nature des paramètres qui seront mesurés et les points de mesures prévus.

L'exploitant réalise, dans un délai maximal de six mois après la mise en service de l'unité pilote Cométhà, une campagne de mesures olfactives respectivement autour de l'unité,

autour du site et dans l'environnement proche du site. Les résultats de cette campagne sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant.

#### Article 8.10.9 : Protection des ressources en eaux et milieux aquatiques

##### *Article 8.10.9.1 : Prélèvements et consommations en eau de l'unité pilote Cométhà*

L'unité pilote de Cométhà utilise de l'eau potable pour le nettoyage et lavage des différents équipements de l'installation.

##### *Article 8.10.9.2 : Collecte et identification des effluents liquides de l'unité pilote Cométhà*

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Les rejets liquides issus du process comprenant :
  - La fraction liquide des boues issues de l'épaississement des boues,
  - L'eau issue du séchage,
  - L'eau issue du module de méthanation,
  - Le digestat issu du digesteur secondaire,
  - L'eau de lavage issue du laboratoire et eaux sanitaires

L'ensemble de ces effluents liquides issus du process est collecté dans un regard puis envoyé par pompage vers un poste toutes eaux et retourné en tête de la station d'épuration. Avant retour en tête de station, les paramètres suivants sont mesurés périodiquement et au moins une fois par an : température, pH, COT, DCO, DBO5, MES, métaux totaux, azote et phosphore.

- Les rejets d'eaux pluviales de toiture et de voiries

Le volume de rétention nécessaire pour les eaux pluviales de toiture et de voiries de l'unité pilote est de 58 m<sup>3</sup>.

La noue existante associée au bassin versant pluvial Nord est adaptée pour accueillir le volume supplémentaire.

Les eaux de voiries sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet. Une mesure en HCT en sortie de séparateur est réalisée périodiquement et au moins une fois par an.

#### Article 8.10.10 : Prévention des risques

L'unité pilote Cométhà est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents. Toutes les dispositions doivent être prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux zones d'entreposage des déchets.

L'unité doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.

L'unité est aménagée de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses
- les moyens à utiliser en cas d'incendie
- la procédure d'alerte et d'évacuation
- les procédures d'arrêt d'urgence

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables par un organisme ou des personnes compétentes. Un contrôle annuel est réalisé par un organisme ou des personnes qualifiées. L'exploitant vérifie régulièrement l'état des installations électriques.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets doit être revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

*Article 8.10.10.1 : Les besoins en eaux d'extinction incendie pour l'unité pilote Cométhia*

Les besoins en eau d'extinction incendie sont déterminés selon l'instruction technique D9 « Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie ».

Le débit requis en cas d'incendie est de 90 m<sup>3</sup>/h, soit 180 m<sup>3</sup> pour deux heures. L'exploitant fournit l'attestation démontrant que le débit simultané est de 90m<sup>3</sup>/h.

Ces besoins supplémentaires en eau sont couverts par la mise en place d'un nouveau poteau incendie relié au réseau de poteaux incendies existant et localisé près de la bordure Nord du site, à proximité immédiate de l'unité pilote.

Si le débit fourni par ce nouveau poteau incendie est insuffisant, un réservoir d'eau dédié à l'unité pilote et d'une capacité suffisante est mis en place par l'exploitant.

*Article 8.10.10.2 : Le volume d'eaux d'extinction incendie pour l'unité pilote Cométhia*

Le volume d'eaux d'extinction à confiner est évalué sur la base du document technique D9A.

Le volume d'eaux d'extinction à confiner est de 195 m<sup>3</sup>. Le confinement des eaux d'extinction incendie est assuré par le bassin de rétention existant de la station d'épuration.

## **ARTICLE 8 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 9 : AFFICHAGE**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Triel-sur-Seine où toute personne intéressée pourra le consulter.

Un extrait, énumérant notamment les motifs et considérant principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera



affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

#### **ARTICLE 10 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

1°) par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

#### **ARTICLE 11 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint Germain-en-Laye, le maire de Triel-sur-Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

**13 JUL. 2021**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES



